

Réflexions sur le DÉSASTRE qui vient

Jean Pierre Bensimon

Professeur de sciences sociales,
consultant en organisation.

Anatomie d'un désastre. L'Occident, l'Islam et la guerre au XXI^e siècle
Enyo, Denoël 2009, 425 p.

Pierre Manent disait d'un texte d'Alan Bloom sur Léo Strauss qu'il était « le plus digne de son sujet qu'on puisse lire »¹. On peut certainement en dire autant de l'*Anatomie d'un désastre* d'Enyo², une spécialiste du renseignement qui ne donne pas sa véritable identité. Elle analyse dans cet ouvrage l'attitude de l'Occident face à la poussée contemporaine de l'Islam dont le terrorisme n'est selon elle qu'une facette somme toute secondaire. Elle formule aussi quelques propositions bien qu'ayant établi que « la guerre est impossible et la victoire improbable. » Ce texte érudit, remarquablement lucide et informé, parsemé d'éclairages fulgurants, n'épuise cependant pas tout à fait, du point de vue de l'analyse comme des remèdes, l'immense sujet qu'il embrasse. Le fourmillement des idées et des raccourcis débouchent parfois sur des généralisations étranges, au détriment de la rigueur et de la cohérence de l'exposé. Par exemple, on n'est plus tout à fait sûr que le danger principal, dans son cœur initialement le terrorisme, ne soit pas devenu au terme du livre le néofondamentalisme dont le terrorisme serait une crête émergente. Cependant, la continuité du cœur à la crête est loin d'aller de soi. Le passage de l'histoire et de la philosophie politique au

traitement opérationnel de la menace est un autre point faible ; certaines recommandations, par exemple infliger au terroriste l'humiliation plutôt que la torture, sont loin de convaincre, non parce qu'il faut promouvoir la torture mais parce l'humiliation dégrade autant le commettant que la victime. Ces points discutables sont cependant compensés par la fraîcheur et la fécondité de l'analyse, l'insensibilité totale au politiquement correct, si précieuses dans des démocraties occidentales où ceux qui pensent et ceux qui décident se voilent à eux-mêmes la réalité quand ils ne préparent pas le terrain aux fossoyeurs des principes dont ils se réclament.

De fait, l'auteur cherche d'abord à donner à son lecteur les outils de sa propre analyse à travers une étude didactique de la guerre, du terrorisme, de l'Étatisation, de l'Islam, du fondamentalisme, de la raison post-moderne, etc.. Il lui signale aussi à quel point les discours reflètent des cultures réciproquement aveugles³. En un mot, Enyo fait avant tout œuvre de pédagogie et son ouvrage a plutôt l'allure d'un traité que d'un essai. Elle se situe aux antipodes de la démarche de Christopher Caldwell⁴ dont l'ouvrage paru au même moment, limité à l'Europe contemporaine, accumule une montagne de données empiriques sur l'islamisation en cours du vieux continent avant de s'autoriser une réflexion sur sa survie. Enyo, à l'inverse, ne rechigne pas à braquer sa lunette sur la longue ou la très longue durée, sous l'angle de la philosophie politique, pour élucider les facteurs qui conduisent la relation entre l'Islam et les sociétés occidentales à un « désastre ». Et cette approche s'avère particulièrement fructueuse, ouvrant des perspectives peu exploitées ailleurs.

Très schématiquement, Enyo consacre plusieurs chapitres aux changements survenus dans la façon de faire la guerre, dans la façon de pratiquer le terrorisme, dans la façon d'être musulman, et même dans la façon de pratiquer le djihad. Autant de sujets qui vont permettre d'approcher sérieusement la nature originale de la poussée islamique actuelle dont le terrorisme n'est que le visage le plus inouï. Dans d'autres chapitres Enyo expose des évolutions simultanément observables au sein des sociétés occidentales, aussi bien dans la perception de leurs propres fondamentaux que dans leurs pratiques politiques. Et elle montre comment l'évolution de l'Occident ouvre au djihad contemporain un avenir inespéré. « Les États-Unis font preuve d'une incompréhension fascinante de l'Islam. »⁵ écrit-elle. C'est là sans doute que réside le désastre, dans cette incapacité à penser la menace qui est là et *a fortiori* à lui apporter une véritable réponse. Nous ajouterons pour notre part que ces mutations qui dominent les esprits de part et d'autre du grand clivage culturel de notre époque, sont tout le contraire de « progrès » jalonnant un développement humain « naturel ». Dépassement de la nation ici et retour au spirituel religieux là. Il s'agit en fait d'involutions,

de la réémergence d'idéologies et de pratiques en principe ensevelies dans le passé, du retour à des stades antérieurs ou primitifs de chacune de ces sociétés. On pourrait parler à la façon de Thérèse Delpech d'un « ensauvagement »⁶ quand l'on voit l'Occidental flétrir l'État-nation dont il a hérité, détester l'exercice de la souveraineté et laisser les droits de l'homme justifier l'antisémitisme et l'infériorisation de la femme. Ou quand on voit autant de peuples arabes islamisés dès l'origine retourner à des logiques tribales, aveuglés par les catégories de la domination, de la vengeance et de l'humiliation.

Islam, terrorisme et néo fondamentalisme Nécessité d'une renaissance

Avec humilité, Enyo s'attache à pénétrer au plus profond de l'immense continent que constituent l'Islam, son histoire, et les courants qui l'incarnent à notre époque. Elle énonce avant tout chose une alternative capitale : « *Soit le monde islamique est le reflet fidèle d'une essence de l'islam, auquel cas son étude doit être réservée à des spécialistes nourris de culture coranique, soit il relève des disciplines des sciences humaines... il n'est qu'un des éléments susceptibles de rendre compte de cultures, de mentalités, d'économies, de sociétés variées* »⁷ Cette distinction est indispensable si on ne veut pas tomber dans le piège tendu par le courant islamiste actuel. L'exégèse des textes de la Tradition islamique est une impasse pour qui veut appréhender les bouleversements du monde musulman et les politiques conduites aujourd'hui par ceux qui en sont issus. On ne juge pas une époque, disait le vieux Marx, sur sa conscience de soi. L'Organisation de la Conférence Islamique et Ben Laden, la cour saoudienne et les mollahs iraniens, clament leur ferveur intransigeante, brandissent le Coran, citent les sourates et les hadiths, mais ils poursuivent des objectifs qu'ils se sont fixés eux-mêmes⁸, servent des leaders et des groupes identifiables, infiniment friands des appâts du pouvoir, et ils annexent à cette fin le levier religieux, instrument de ralliement sans égal dans la plupart des sociétés musulmanes. Les leaders islamistes n'exécutent pas des prescriptions coraniques encore opératoires après 14 siècles, ils utilisent le Coran pour édifier un pouvoir.

Il y a des siècles, l'Islam s'est scindé en entités quasi autonomes où les Arabes ont été marginalisés (l'Égypte mamelouke, la Turquie ottomane, la Perse séfévide, l'Inde moghole) et ces entités et leurs avatars actuels ont subi et subissent toujours la prééminence politique, technologique et militaire de l'Occident. L'abolition du califat par Mustafa Kemal en 1924 marque symboliquement la fin d'une époque et la nécessité d'un nouvel horizon. C'est là que se situent les racines de la poussée contemporaine.

Enyo passe en revue les courants qui ont cherché une voie pour la renaissance

de l'islam et qui ont échoué : les modernistes tentant l'occidentalisation dans l'Égypte de Mehmet Ali et en Turquie, et les nationalistes initialement séduits par le fascisme, puis pan-arabes et même socialistes à l'ombre de l'Union soviétique. Les modernistes ont été les plus révolutionnaires, prônant une révolution politique, une réforme de la charia et l'évolution du statut de la femme. En parallèle, d'autres courants, aujourd'hui très influents ont vu le salut dans le retour à l'Islam du prophète avec Mohammed Ibn Abd el-Wahhab en Arabie au milieu du XVIII^e siècle, Hassan Al-Banna en Égypte près de deux siècles plus tard et un troisième chef de file Rouhollah Khomeiny qui réussit il y a trente ans à prendre le pouvoir, comme Ibn Abd el-Wahhab le fit vers 1750. Leurs successeurs dirigent l'Arabie saoudite et l'Iran, les deux pôles de rayonnement contemporains du terrorisme islamique.

L'émergence du néo-fondamentalisme

Les islamistes échouent à prendre le pouvoir, sauf en Iran et au Soudan, mais les États visés n'éloignent que très partiellement le péril en institutionnalisant la charia : « Un demi-siècle après ses débuts, l'islamisme se porte bien. Il profite de tous les revers économiques et entretient l'idée qu'un contre-modèle est à portée d'élection. »⁹ Enyo distingue schématiquement quatre étapes qui jalonnent la mutation du fondamentalisme. Après l'abolition du califat, une première génération choisit le travail d'islamisation à la base ; la suivante tente de renverser les pouvoirs établis pour créer des États fondés sur la charia. Devant l'échec presque complet de cette tentative, la voie légale d'accès au pouvoir est ensuite expérimentée sans succès, laissant place au néo-fondamentalisme qui ouvrira des fronts successifs en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, en Irak, en Algérie...¹⁰

L'islam de cette mouvance est original. C'est un islam d'illettrés, « imaginaire, rêvé, idéalisé », ¹¹ d'adeptes incapables de citer les cinq piliers de leur religion. Il est déterritorialisé, sans projet politique local : on ne se bat pas pour un territoire mais là où le combat appelle le futur martyr. Étant réduit au plus petit dénominateur commun, il permet « *l'émergence d'une personnalité islamique universelle... [il consiste] en compilations et répétitions infinies, peut ainsi séduire aussi bien un Pach-toune illettré qu'un prince saoudien, un ingénieur algérien qu'un étudiant européen, un entrepreneur européen qu'un artisan philippin.* »¹²

Ce fondamentalisme « orthopraxe » prend toutes les libertés avec l'islam des docteurs de la loi traditionnels (on le dira alors hétéropraxe). Prenons deux exemples. Le djihad, un thème central de la Tradition et des écrits des juristes musulmans comme Ibn Taymiyya, est très encadré par la charia. Dans sa version « offensive », il ne pouvait être déclenché en principe que sur la délégation

expresse du calife et devait être précédé d'un avertissement aux peuples vivant dans « l'ignorance », pour les inciter à se convertir (prédication). L'abolition du califat rendait caduque cette version du djihad. Or, l'opération du 11 septembre lancée par Ben Laden relève du djihad offensif. Il l'a déclenchée sans avertissement préalable des Américains ce qui lui sera reproché par exemple par l'autorité des Frères musulmans, Youssef Al-Qaradawi, d'autres prenant sa défense. De même Ben Laden, un sans grade de la science islamique, n'est nullement autorisé par le droit religieux à prononcer sa fatwa de 1998 édictant que « le devoir de tout musulman est de tuer des Américains et leurs alliés ». L'islam des néo-fondamentalistes contemporains se présente donc comme une doctrine d'illettrés, activistes et sanguinaires, affranchie des textes et de la jurisprudence islamique. Ce qui fait sa force et sa modernité c'est qu'elle est en phase avec son époque : la liberté de circulation, la commodité des transports, la communication électronique, l'existence de nombreuses compétences techniques disséminées un peu partout.

Le second exemple concerne l'évolution de la communauté islamique des croyants, la *Oumma*. Elle se matérialise dans la solidarité des croyants, cimentée par les pratiques communes, les fêtes, les interdits. Enyo illustre la recomposition contemporaine de la *Oumma*, d'abord à travers un nouveau maillage de mosquées (et d'écoles coraniques), et grâce à l'action de prédicateurs mobiles d'un pays à l'autre et à la circulation de cassettes audio. Aujourd'hui elle « *bénéficie à l'heure des réseaux et de la mondialisation, des téléphones portables, des chaînes de télévision diffusées par satellites, et surtout de l'Internet... Catalogues d'objets, librairies, espaces de rencontre : une vie nouvelle se recrée à l'échelle de la Oumma, mais une vie d'une grande pauvreté puisqu'elle se réduit au plus petit dénominateur commun, c'est-à-dire la norme de la charia.* »¹³. C'est ainsi qu'émerge un nouvel islam « *compatible avec la restauration rapide, le soda, et la mode vestimentaire occidentale* ». Le néo-fondamentalisme s'est créé une communauté passionnée, internationalisée, inculte, parfois formée, et éminemment manipulable par des émirs de circonstance.

Le retour de la culture tribale

Avec beaucoup de flair, Enyo pointe que « *ce sont bien des clans et des tribus que commencent à ressusciter les néo-fondamentalistes autour de la mosquée...* ». L'illustration la plus spectaculaire de cette régression est donnée par le rapport des musulmans contemporains à la guerre, leurs variations obsessionnelles sur le thème du djihad. « *Le djihad permanent peut être vu comme un héritage de l'ère pré islamique lorsque dans l'Arabie barbare la guerre était l'état normal des relations entre tribus, une guerre de tous contre tous, provisoirement apaisée par les alliances locales.* »¹⁴

Pour ne pas déformer ses propos, il faut signaler que tout en parsemant son ouvrage de notations sur le tribalisme émergeant des entrailles de l'islam contemporain, quitte à se contredire, l'auteur explique souvent les comportements collectifs des musulmans uniquement par leur religion : « *C'est dans l'essence atemporelle du message coranique que se trouve l'explication des mobiles qui dictent l'action des musulmans en particulier, en un temps et un lieu donné.* »¹⁵ Il n'est pas plausible de renvoyer des comportements aussi élaborés que la formation d'un mouvement politique, le déclenchement d'une guerre, à l'obéissance à un simple message intemporel. Le Coran est un texte contradictoire, dont on peut interpréter les injonctions selon les circonstances. Les sourates pacifiques succèdent aux sourates guerrières, l'invocation d'un hadith est annulée par un autre hadith. Les docteurs de la loi divergent sur quasiment toutes les questions, ce qui est sain. Par contre, quiconque désire se lancer dans une entreprise politique ou violente doit d'abord faire le point de la situation, définir objectifs et méthodes, évaluer les soutiens et les ralliements possibles, trouver des financements. Lénine parlait d'analyse concrète de la situation concrète. Les textes sacrés fournissent à foison des justifications, rien de plus.

Les ambitions par contre ne manquent pas, et les reflexes tribaux laissent un champ inépuisable à la violence. C'est ainsi que Ben Laden déclenche le 11 septembre, non pour vaincre militairement les Américains ni pour briser définitivement leur moral, mais pour démontrer sa capacité à porter des coups à l'ennemi et à l'humilier, qualités requises par la culture tribale pour accéder à la chefferie. Enyo fait un constat qu'on ne trouve nulle part dans le Coran : « *Le chef doit toujours être doué d'une capacité à inspirer une terreur exceptionnelle s'il souhaite assurer sa longévité.* »¹⁶ Les méthodes de combat expérimentées par les Arabes palestiniens, du détournement d'avion au massacre d'écoliers, des attentats suicides à la mère qui habille son enfant d'une ceinture explosive, illustrent à merveille un islam accommodé à leur façon par des manipulateurs opportunistes qui n'expriment qu'une version modernisée de la rage tribale. Il n'y a pas d'islam intemporel ni de déterminisme religieux, et « de même que les communistes ont eu l'idéologie qu'ils méritaient, de même les musulmans du XXI^e siècle vivent l'islam qu'ils laissent prospérer en leur sein. »¹⁷ Les aspects archaïques du néo-fondamentalisme, son illettrisme, son inculture religieuse, sa maîtrise des technologies modernes de communication, sa priorité à la réislamisation des musulmans sur la recherche du pouvoir d'État, lui permettent paradoxalement de s'adapter idéalement aux changements de l'Occident post-moderne et de l'affronter sur les terrains où il peut prendre le dessus ; l'international, l'individu, le pouvoir local.

Les sonnettes que l'Occident se raconte à lui-même La paix, la guerre, la « guerre et paix »

Il est certain que l'Occident a besoin de se rassurer devant l'âpreté d'un monde où, pensait-il, les différends allaient désormais se régler sans recours à la force, dans le respect mutuel. C'est ainsi qu'il a beaucoup de peine à imaginer que non seulement la guerre demeure une pratique quotidienne, mais qu'il puisse aussi y avoir des situations innombrables où la distinction de l'état de guerre et de l'état de paix est impossible ou, pire, malvenue. On date de la période qui va des traités de Westphalie (1648) au XVIII^e siècle l'apparition de frontières franches entre ces deux situations, guerre ou paix, distinction qui n'existait pas auparavant. Enyo signale que le 11 septembre, « *les populations ressentent pour la première fois depuis plus d'un siècle, l'angoisse de la guerre totale... [le] terrorisme de masse a fait renaître cette composante essentielle de la situation de "guerre et paix"* »¹⁸. C'est exact, mais bien avant le 11 septembre la « *guerre et paix* » était déjà la règle au Proche-Orient où les Palestiniens opposent depuis l'origine un refus irréductible à une paix formelle avec Israël. La prise de conscience d'une généralisation des situations de « *guerre et paix* », du retour aux relations pré-westphaliennes, auraient dû alerter les experts américains sur l'impasse inévitable des « processus de paix ». Bill Clinton voulut malgré tout aboutir à un « règlement final » avant la fin de son mandat, Georges W. Bush en un an à compter de la conférence d'Annapolis, et voilà qu'Obama fixe aujourd'hui l'échéance à deux ans.

Des conférences internationales innombrables, des bataillons d'experts, des montagnes de rapports se sont heurtés au mur de granit de cette culture tribale à nouveau hégémonique qui dicte, coté palestinien, que les concessions de l'ennemi manifestent seulement son état de faiblesse, et que les compromis ne sont qu'une manière de préparer l'affrontement suivant. C'est pourquoi ce qui fait le plus horreur à leurs représentants aujourd'hui, c'est l'exigence israélienne, dans l'éventuel règlement final, d'une clause assurant la renonciation définitive à toute nouvelle revendication. Cependant, des situations de « *guerre et paix* » peuvent parfaitement, comme c'est le cas aujourd'hui, être stabilisées par des stratégies de contrôle étouffant dans l'œuf les tentatives de recours à la violence, sans signature de paix formelle¹⁹. Dans ce contexte l'acharnement américain à imposer un traité définitif compromet la fragile stabilisation au risque d'un déchaînement de la violence comme on l'a vu en 2000 à l'initiative de Yasser Arafat, et comme on le verra sans nul doute si des pressions euro-américaines actuelles aboutissent. Impossible de penser la paix si l'on omet que la guerre d'aujourd'hui est « dissoute dans la paix »²⁰, si l'on ne voit pas que nous connaissons un retour à une phase pré-moderne de la guerre (pas de déclaration de guerre, pas de traité de paix, pas de limites à la violence, pas de

droit de la guerre, pas de front, de territoire, de drapeau, logistique sommaire...), couplée à l'utilisation de techniques ultramodernes (la communication, l'image, Internet).

Le terrorisme rationnel et autres mythes

Le fantasme de la paix accompagne d'autres mythes à travers lesquels l'idéologie « correcte » brouille toute compréhension du terrorisme. Enyo établit une liste édifiante de sept grands mythes qui dominent en Occident.²¹ Retenons par exemple l'idée que les actions des terroristes sont dictées par « le désespoir ou la misère », celle qui énonce qu'il suffit « de satisfaire les griefs exprimés par ceux qui commettent ces actes » et *last but not least* le mythe du « terrorisme victorieux ». Ces mythes, démentis par des faits innombrables et une foule de monographies, donnent au terrorisme une justification morale et imposent à son endroit l'apaisement comme option unique puisqu'on ne peut pas le vaincre et qu'il disparaît de lui-même si on veut bien entendre sa revendication. Cette vision plutôt européenne, est à présent revendiquée avec flamme par Obama qui réforme à sa façon l'unité de pensée stratégique occidentale.

Ce qui se tapit au fond de ces mythes, ce n'est pas tant « *une culture de la complaisance vis-à-vis du terrorisme privée de compassion à l'égard de ses victimes* » de la part « *des intellectuels comme Sartre et Beauvoir, Bourdet, Claude Mauriac* ». ²² Bien que la complaisance de ces intellectuels ait été effective et piteuse, c'est en fait une politique d'accommodement voire d'appui au terrorisme qui a pris corps au plus hauts niveaux des États, et qu'Enyo ne signale pas. Si elle souligne opportunément que « *le fait d'armes qui propulse les Palestiniens sur la scène internationale est l'assassinat, en 1972, des athlètes olympiques israéliens pris en otages à Munich* » et que « *dix huit mois après la tuerie de Munich, Yasser Arafat prononce... un discours devant l'assemblée générale des Nations Unies* »²³, elle ne s'étend pas sur ce qui s'est passé durant ces dix-huit mois. Or, il s'agissait d'un tournant capital, d'un compromis européen avec le terrorisme palestinien de l'époque qui régit jusqu'à nos jours les relations euro-palestiniennes. Effrayé par la détermination et la capacité de nuisance du commando de Munich, le chancelier autrichien Bruno Kreisky, bientôt suivi par l'Allemagne, la France, l'Italie²⁴, veut obtenir la sanctuarisation de son territoire quitte à garantir en échange la libre circulation et de l'impunité pour les terroristes de l'OLP. Et pour faire bonne mesure, il déclenche une opération diplomatique de grande ampleur visant à leur assurer une légitimité et une représentation internationale, d'où le discours de Yasser Arafat à l'ONU. Cette politique de compromis et d'engagement avec le terrorisme est contemporaine du premier choc pétrolier (1973) et de l'association stratégique euro-arabe, décrite par Bat Yé'or dans son ouvrage

magistral *Eurabia, l'axe euro-arabe*²⁵. Elle a fait le lit du discours antisioniste hégémonique qui sature encore actuellement les médias et l'université en Europe.

C'est parce qu'il a organisé une tuerie et démontré sa dangerosité qu'Arafat est célébré par l'Europe. Il n'est pas célébré *bien qu'il ait été derrière la tuerie*, il n'est pas célébré « *quand même* », en repent. Il y a une autre façon de banaliser le terrorisme islamiste, c'est de l'identifier à d'autres formes de terrorisme contemporain comme par exemple celui de l'IRA. Enyo réplique que le terrorisme islamique fait référence au Coran, alors que l'IRA n'a jamais évoqué les Évangiles²⁶. Surement. Mais le plus redoutable, semble-t-il, c'est que si l'IRA fait horreur à la masse des chrétiens, les coups infligés aux « Infidèles », aussi barbares soient-ils, enflamment la fierté de très nombreux musulmans en vertu de cette montée de la culture tribale au sein de la *Oumma*.

Les mythes travestissent la réalité pour conforter des politiques, comme il se doit ²⁷, surtout quand elles sont inavouables. Il en est de même des représentations développées en Occident sur l'Islam.

La transposition des catégories politiques occidentales

« Le débat sur la légitimité du pouvoir n'a jamais de sens pour un musulman : le pouvoir légitime n'appartient qu'à Dieu, qui n'en délègue rien aux hommes... En aucun cas la charia ne fournit de *règles de fonctionnement à une cité ou à un état islamique*. En islam, depuis la mort de Mahomet, l'espace politique est un terrain vague. »²⁸ Comme l'expose bien Enyo, qui entend par « *terrain vague* » le népotisme, les faveurs, la spoliation, la corruption²⁹, l'islam n'a connu ni Machiavel, ni Hobbes, ni Rousseau. Pas de contrat, pas de volonté générale, pas de représentation légitime, pas de lois issues du peuple, alors que le slogan des Frères musulmans « *Le Coran est notre constitution* » résonne avec la force de l'évidence. Pour cela, les transpositions permanentes du parler politique occidental, des notions de conservateurs, progressistes, modérés, radicaux, gauche, droite, l'évocation des élections et des parlements, les références à la démocratie³⁰, renvoient aux *qui pro quo* du spécialiste du criquet qui commente un match de football. Les discours-babils qui occidentalisent la politique en islam veulent donner une image rassurante et bienveillante des sociétés musulmanes. Ils masquent la confiscation clanique/dynastique du pouvoir, le sort épouvantable des opposants, les rapports de soumission violente à tous les étages du corps social, les sanctions pénales moyenâgeuses, les inégalités himalayennes, et ce mélange de pauvreté insondable et d'abrutissement qui est le lot lamentable des classes populaires.

Les nombreux discours adressés au monde musulman par Barack Obama dès

le début de son mandat dépassent de ce point de vue les caricatures les plus improbables. Le président en exercice parvient à des sommets en prétendant le 4 juin 2009 au Caire que les musulmans ont découvert l'imprimerie. Quand on connaît le refus obstiné de ces derniers, pour des motifs théologiques, d'importer cette découverte européenne, on s'interroge, nonobstant une médiocrité hélas visible, sur les motifs du président des États-Unis. D'autant que son pays est le seul en position d'assumer des responsabilités mondiales. A court terme, Obama s'effraie sûrement de l'implication de l'Amérique sur les fronts irakien et afghan, sans compter la montée de l'Iran qui dynamite ses alliances au Moyen-Orient. Dans ce contexte hautement périlleux, il a effectivement deux options. Soit remobiliser le peuple américain actuellement désorienté en lui exposant clairement l'origine de ces défis, la nature de l'ennemi, l'importance des enjeux, et l'inviter à payer le prix élevé du succès indispensable. Soit lui masquer la réalité de l'adversaire et de ses ambitions, fausser les enjeux, promouvoir des politiques risibles comme l'« engagement », jouer l'apaisement universel et gagner du temps.

On ne connaît pas d'exemple où la seconde hypothèse ait donné des résultats. Les mythes sur la paix, sur le terrorisme et sur la nature des pouvoirs islamiques contemporains qui esquivent la confrontation à la réalité au bénéfice de l'apaisement, sont des ingrédients notables du « désastre ».

Les vicissitudes de la société post-moderne

Mais le tableau décrit par Enyo ne se réduit pas aux représentations occidentales mythifiées du monde islamique. Il s'étend aux mutations institutionnelles et idéologiques, assez concomitantes de part et d'autre de l'Atlantique, qui ont ouvert des espaces béants au terrorisme et au néo-fondamentalisme islamiques.

L'histoire des États-Unis d'après-guerre est une extraordinaire histoire d'amour pour les musulmans. Les États-Unis, rappelle Enyo, ont pris le parti des Turcs contre les Grecs, des Pakistanais contre les Indiens, des Afghans contre les Soviétiques, des Azerbaïdjanais contre les Arméniens, des Bosniaques et des Kosovars contre les Serbes. L'auteur ne voit qu'une exception, l'appui à Israël dans le conflit israélo-arabe³¹, appui un peu opportuniste si l'on excepte l'épisode de Truman. En 1956, l'Amérique a soutenu l'Égypte contre la coalition israélo-anglo-française. Ensuite les États-Unis se sont alliés à Israël contre l'alliance syro-égyptienne, mais à cette époque les syro-égyptiens étaient soutenus par l'Union soviétique et menaçaient les amis arabes principaux de Washington, les Saoudiens et les monarchies du Golfe. Ceux sont eux les vrais bénéficiaires de l'alliance israélo-américaine. Dès que la menace soviétique a disparu, Israël devenu moins indispensable, a été contraint par Washington, sans ménagements, à

des vagues de concessions qui ont notablement dégradé sa sécurité. On peut imputer à ces pressions la responsabilité de l'Intifada de 2000, de la guerre du Liban de 2006 et de l'opération *Cast Lead* à Gaza de décembre 2008. Toutes les présidences américaines y ont contribué à compter de celle de Bush père, y compris celle de Bush junior³², sur la demande expresse de l'Arabie saoudite³³. Cette politique est aujourd'hui poursuivie par l'administration Obama avec une brutalité inaccoutumée. Elle dure en fait depuis 18 ans, même si les USA portaient des gants. Dans la même veine, le fin mot de l'invasion de l'Irak par Bush II et du renversement de Saddam Hussein, une guerre inutile selon le nouveau président américain, réside vraisemblablement dans le désir de protéger la dynastie des Saoud dont Saddam, leur voisin immédiat, hypothéquait en permanence la survie.

Cette fidélité de l'Amérique aux Arabes s'est traduite outre-Atlantique par un bon accueil à leur influence. L'Amérique a laissé prospérer des institutions représentatives de l'islam qui ont poussé vers l'extrémisme les musulmans américains au demeurant bien formés et bien intégrés dans la vie économique. Ils ont permis aux néo-fondamentalistes d'investir massivement les universités où ils tiennent souvent des positions hégémoniques. Une élite universitaire en est issue, opportunément convaincue que le terrorisme a des causes socio-économiques³⁴. Cette longue passion américaine pour les Arabes n'est sans doute pas étrangère à leur « incompréhension fascinante de l'islam » évoquée plus haut, et à leur incapacité de prendre la mesure des atteintes possibles du fondamentalisme aux piliers de leur contrat social.

Enyo regrette cette influence puis se tourne vers la transition de l'Europe vers un post-modernisme qui s'incarne de trois façons : dans le retrait de l'état de l'exercice de la souveraineté, dans le triomphe idéologique du relativisme avec son pendant en matière de droits de l'homme, et dans l'émergence d'un individu affranchi de toute obligation vis-à-vis de la société.

Le crépuscule de l'État souverain

Le recul des fonctions régaliennes, raisons d'être de l'État est un bienfait pour le néo-fondamentalisme car il l'autorise à se constituer des espaces de souveraineté. C'est ainsi que sont annexées un peu partout en Europe des zones urbaines où s'organise une contre-société régie par la charia, qui s'élargit en un contrôle sur l'organisation de l'entreprise et partiellement sur l'hôpital. « *Quand la sécurité individuelle des citoyens est mise en péril, c'est bien l'État qui dénonce le contrat social. En Europe, il renonce par idéologie, incompetence ou incapacité technique à assurer cette sécurité...* »³⁵ L'État recourt alors à des associations ou directement aux représentants locaux de l'islam pour prêcher le calme. Le périmètre

d'application de la loi, donc le périmètre du politique, rétrécissent d'autant. A ce phénomène géographique s'ajoute un processus juridique de délégation de souveraineté. On a remis dès l'après guerre à des institutions internationales politiques comme l'ONU, mais aussi judiciaires, commerciales, financières, ou à vocation plus large comme l'Union européenne des compétences considérables. Comme si ce rétrécissement de l'État ne suffisait pas, on a laissé se multiplier des centres de pouvoir délégués et des autorités morales incontrôlées : ONG, associations, pouvoirs locaux décentralisés.

Le recul du politique est aussi la contrepartie du gonflement de la juridicisation sous forme d'une prééminence du droit sur le politique et des compétences reconnues à des autorités judiciaires supranationales dont le procureur général peut avoir des pouvoirs de saisine discrétionnaires comme c'est le cas de la Cour pénale internationale. Le culte des droits de l'homme ouvre aussi des espaces providentiels aux néo-fondamentalistes. Ainsi en février 2009, la Cour européenne des droits de l'homme empêche l'extradition vers la Jordanie du porte-parole londonien de Ben Laden, Abou Qatada. Elle impose des restrictions systématiques à l'expulsion d'étrangers jugés dangereux par les États. Pour résumer, *« en renonçant au politique au profit du juridique, l'esprit post-moderne refuse par principe l'action, en particulier l'action militaire, en faveur de la persuasion et de la juridicisation. »*³⁶

L'évolution du statut juridique des combattants irréguliers dans les conventions de Genève est significative de la tolérance occidentale pour le terrorisme et de sa renonciation à se défendre : la modification du Protocole I du 8 juin 1977 stipule que les « combattants de la liberté », il faut entendre les guérilléros et autres insurgés même sans uniforme, ont les mêmes droits que les soldats réguliers quand ils sont capturés.³⁷ Par contre, selon le même protocole, les mercenaires, généralement recrutés par la contre-insurrection, n'ont droit dans les mêmes circonstances ni au statut de prisonniers de guerre ni à celui de « combattants »³⁸. Ils peuvent donc être jugés comme criminels de guerre.

Enyo consacre une place importante à « la vie et la mort de la raison d'État ». Cette expression signifie dans son principe *« l'impératif au nom duquel le pouvoir s'autorise à transgresser le droit dans l'intérêt public »* selon Michel Selenart.³⁹ Le post-modernisme en a horreur. Constatant que c'est elle qui a vaincu les guerres de religion, pacifié l'Europe et qu'elle a rendu possibles les Lumières, Enyo lui donne le statut *« d'arme capable de bouler l'esprit religieux hors du politique. »*⁴⁰ C'est-à-dire de contenir le fondamentalisme islamique contemporain car on ne peut qualifier et mener la guerre contre le terrorisme islamique sans une politique générale d'opposition à l'extension des valeurs islamiques dans la sphère publique. Et la raison d'État est l'arme adéquate à cette fin. Or voila qu'à l'issue

de la mutation post-moderne, si la raison d'État reste une transgression du droit, c'est comme exercice de faiblesse et non plus comme exercice de force. C'est en son nom que les Allemands libèrent les terroristes palestiniens capturés à Munich, qu'Anis Naccache est élargi, au point que de 1968 à 1973 sur 161 terroristes arabes arrêtés, 60 sont libérés sans jugement, et 36 sont encore en prison en 1973. C'est en son nom que le président de la Suisse va présenter des excuses humiliantes au souverain libyen et que l'assassin de Lockerbie retrouve la liberté.

Le triomphe du relativisme

A l'origine le relativisme est une anthropologie qui récuse toute échelle des valeurs entre les civilisations, les cultures, les savoirs. Étant, « *coupé de toute référence aux principes universels, il invite à toutes les complaisances pour les expressions culturelles les plus attentatoires à la dignité de l'homme* »⁴¹. La voie est libre alors pour le mariage polygame, les tribunaux de la charia, les mariages forcés, le voile et la burqa. La culpabilité liée à la colonisation et la minimisation de l'apport de l'Occident blanc au monde, attestée par d'innombrables travaux universitaires, complètent le tableau.

Cette idéologie rencontre un individu occidental totalement transformé à l'issue d'une évolution structurée autour du rapport au groupe. Enyo distingue trois types, l'individu traditionnel dominé par la norme collective, l'individu moderne qui revendique liberté de choix et droit de critique sans nier la préséance du groupe et l'individu post-moderne qui peut se permettre « *d'ignorer qu'il vit en société... La construction socio-politique est pour lui un acquis que rien ne menace. Il n'a pas le sentiment de devoir participer à son élaboration ou sa pérennisation... [il est] consommateur universel et non citoyen du monde.* »⁴² Un rêve pour le doctrinaire fondamentaliste qui tisse une contre-souveraineté.

Les noces du post-modernisme et du fondamentalisme

L'islam né-ofondamentaliste décrit par Enyo, qui ne se confronte pas à l'État pour prendre le pouvoir, à la différence des islamistes, déterritorialisé, habile à contourner le politique et la loi, peut porter tout son effort sur les points vulnérables de l'Occident. « *L'originalité du XXI^e siècle est là : pour la première fois l'Occident et l'islam s'affrontent pour la domination du local et de l'universel sur les décombres de l'État.* »⁴³ Sur le champ international, il peut grâce à la cohésion de la communauté des croyants annexer des instances des droits de l'homme et de la justice, et au niveau local on le laisse créer des îlots de souveraineté islamiques au cœur des sociétés démocratiques mais aussi musulmanes. Et il s'emploie partout à agir sur l'individu pour le ré-islamiser. D'où l'explosion

mondiale des voiles et des burqas. Comme l'État post-moderne de l'Europe, et désormais des États-Unis d'Obama, délaissent le champ politique, comme le néo-fondamentalisme calque son discours sur celui de l'individu post-moderne quand il demande le droit de vivre sous la charia au nom du droit au bonheur, ou qu'il obtient le port du voile, la réclusion de la femme et sa protection au nom du droit à la différence, son enracinement dans les sociétés démocratiques et les pays musulmans ne rencontre pas d'obstacles sérieux. Le terrorisme profite aussi « *de l'opinion inepte selon laquelle les restrictions imposées aux libertés dans le cadre de la lutte antiterroriste font le jeu des terroristes musulmans.* »⁴⁴, couronnée par l'exigence de régler les conflits sous-jacents sur le terrain socio-économique plutôt que s'en prendre à eux. Nous sommes en guerre dit Enyo, si du moins nous daignons relever le défi qui nous est posé. Mais désigner comme ennemi celui qui vous a déclaré la guerre est ce qui est le plus insupportable pour l'État post-moderne.

L'islam néo-fondamentalisme peut ainsi poursuivre sa régression tandis que l'Occident laisse s'étioler ce qui fait son essence : l'éviction de Dieu de la sphère publique, la participation de la philosophie et de la science à l'histoire, le refus de l'infériorité de la femme, l'individu comme sujet autonome, le droit fondé sur une base contractuelle.

Enyo est bien en peine pour faire à l'Occident des propositions d'action réalistes. Elle a la lucidité de l'inviter plutôt à comprendre le terrorisme islamique dans son contexte, celui de l'histoire de la guerre, et celui du conflit multiséculaire entre l'islam et l'Occident. Plus important encore, elle lui demande de retrouver sa raison d'être. « *Qui sommes-nous, pourquoi combattons-nous ? Vaincre le néo-fondamentalisme sans reconstruire un socle de valeurs morales et politiques en Occident, fondant une véritable solidarité, est profondément illusoire.* »⁴⁵ Autant de questions angoissées que se posait déjà le défunt Samuel Huntington à propos de son pays, des années avant l'avènement de la présidence Obama

notes

1. *Naissance de la politique moderne* Payot 1977 p. 8

2. Déesse grecque des batailles et pseudonyme choisi par l'auteur, une fonctionnaire en poste dans une organisation internationale à Bruxelles. Si le statut de fonctionnaire international impose un devoir de réserve, ce ne sont pas des raisons professionnelles qui justifient qu'elle ne donne pas son identité. L'ouvrage procède à une analyse historique, philosophique et politique du terrorisme contemporain, sans la moindre révélation confidentielle. Ce qui explique ce choix, en revanche, c'est

le risque de représailles physiques de la part des néo fondamentalistes, ou politiques dans son milieu de travail. L'existence effective d'une guerre à bas bruit au cœur de l'Occident, dans laquelle les idées sont un champ de bataille essentiel, est ainsi attestée d'emblée, avant l'écriture de la première ligne de ce travail.

3. « Pour un Occidental... la civilisation islamique n'a rien apporté au monde depuis le Moyen âge... Pour un penseur musulman, toute moralité, toute idée juste, toute vérité, toute beauté, est intrinsèquement islamique. » op. cit. p. 90, 92

4. *Reflections on the revolution in Europe. Can be Europe be the same with different people in it?* Allen Lane Penguin books 2009

5. *Anatomie d'un désastre*, op. cit. p. 13

6. *L'ensauvagement : Le retour de la barbarie au xx^e siècle* Hachette Littératures 2007

7. *Anatomie d'un désastre*, op. cit. p. 88

8. En apparence, dès qu'ils sont au pouvoir, les islamistes mettent en œuvre un programme religieux : désoccidentalisation, retour à la charia, police impitoyable des mœurs. Mais il s'agit surtout d'assurer leur contrôle politique et leur appropriation du pouvoir. La notion de « république islamique » inventée par les mollahs d'Iran est une incongruité du point de vue de l'islam. Une fois le pouvoir acquis et consolidé, les mollahs et leur nomenklatura se sont constitués en groupe social dominant tirant une rente bien sonnante de son emprise sur la société, la politique, l'armée, mais aussi l'économie. Et on voit lesdits mollahs mener une politique étrangère agressive de puissance régionale selon le schéma ordinaire des pouvoirs expansionnistes, ciblant d'abord leurs concurrents locaux sunnites. Le Coran a été pour eux un instrument, en aucun cas un programme.

9. *Anatomie d'un désastre* op cit p. 105

10. Ibid. p. 197-198

11. Ibid. p. 114

12. Ibid. p. 115

13. Ibid. p. 122

14. Ibid. p. 170

15. Ibid. p. 221

16. Ibid. p. 130

17. Ibid. p. 118

18. Ibid. p. 32-33

19. Le général de réserve israélien Yaacov Amidror le démontre en avançant dans son remarquable essai la notion décisive de « victoire suffisante ». Voir *Winning Counterinsurgency War : The Israeli Experience* 2008 Jerusalem Center for Public Affairs <http://www.icpa.org/text/Amidror-perspectives-2.pdf>

20. *Anatomie d'un désastre* op cit p. 37

21. Ibid p. 49

22. Ibid. p. 44 Un peu plus loin, Enyo note judicieusement que « l'apitoiement s'oriente exclusivement vers le peuple dont émanent les terroristes »

23. Ibid. p. 47-48

24. L'ancien Président de la République italienne Francesco Cossiga en a fait publiquement le récit au *Corriere della Sera* en août 2008. C'est aussi dans ce contexte que Valéry Giscard d'Estaing autorise une représentation officielle de l'OLP à Paris avant que Mitterrand n'y accueille en chef d'état, pour la première fois en Occident, le leader historique de la cause palestinienne.
25. Bat Ye'or, chez Jean-Cyrille Godefroy, mars 2006.
26. *Anatomie d'un désastre* op cit p. 186
27. Il faut quand même mentionner l'espèce nombreuse des idiots utiles, qui croient aux mythes, eux. Enyo signale que, bien que ne possédant aucun avion civil, l'OLP fut invitée par l'Organisation de l'aviation civile, parce que sans doute « les transports aériens entrent dans sa sphère d'activité... » op cit p. 46
28. *Anatomie d'un désastre*, op. cit. p. 126-127
29. Ibid. p. 130
30. « Comment comprendre que les dizaines de milliers d'étudiants musulmans passés par l'Occident n'en n'aient jamais rapporté le modèle démocratique ? », op. cit. p. 144
31. « Seul le conflit israélo-arabe échappe à cette liste » op cit p 228
32. Contrairement à la légende d'un président au service des intérêts israéliens, on doit à Georges W. Bush la solution à deux États (2002), l'arrivée du Hamas au pouvoir à Gaza (2006) et le processus d'Annapolis (2007), autant de reculs catastrophiques pour la stabilité et la sécurité d'Israël.
33. Voir Joel Fishman qui reprend les informations d'Elsa Walsh dans le *New Yorker* : « le 27 août 2001, au moment de la deuxième Intifada, le prince Bandar a communiqué un message sévère à Condoleezza Rice au nom du roi Abdallah II, menaçant de mettre un terme à la relation spéciale entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis – avec tout ce que cela implique — à moins que l'Amérique ne change de politique à l'égard des Palestiniens. » *Entre présidents et souverains ; une tentative de décryptage des cent premiers jours de la présidence Obama* Joel Fishman, 3 mai 2009 Objectif-info <http://www.objectif-info.com/index.php?id=1183>
34. *Anatomie d'un désastre*, op. cit. p. 229
35. Ibid. p. 82
36. Ibid. p. 309
37. Ibid. p. 28
38. Ibid. p. 79
39. Ibid. p. 319 note 1
40. Ibid. p. 318
41. Ibid. p. 284
42. Ibid. p. 294
43. Ibid. p. 155
44. Ibid. p. 329
45. Ibid. p. 385
46. *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*